

Avant-propos

Marcel Martel et Nathalie Toussignant

Volume 32, numéro 3, 2001

Références de l'Union européenne : regards croisés

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704313ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704313ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Martel, M. & Toussignant, N. (2001). Avant-propos. *Études internationales*, 32(3), 421–423. <https://doi.org/10.7202/704313ar>

Avant-propos

« EUROPE : Au Moyen Âge, l'unité européenne reposait sur la religion commune. À l'époque des Temps modernes, elle céda la place à la culture (à la création culturelle) qui devint la réalisation des valeurs suprêmes par lesquelles les Européens se reconnaissaient, se définissaient, s'identifiaient. Or, aujourd'hui, la culture cède à son tour la place. Mais à quoi et à qui ? [...] Je n'en sais rien. Je crois seulement savoir que la culture a déjà cédé la place. Ainsi, l'image de l'identité européenne s'éloigne dans le passé. Européen : celui qui a la nostalgie de l'Europe¹. »

Plus qu'une structure politique et économique supranationale, l'Europe est un projet. Ce faisant, dans leur gestion des divisions du social, les différents acteurs politiques s'en font une *référence* qui est loin d'être neutre. Une référence marquant les appartenances et les identités politiques, ces dernières étant en permanente construction. Une référence s'inscrivant dans l'espace et dans le temps, qui assure une continuité avec les devanciers – une nostalgie dirait M. Kundera – et qui permet de se projeter dans un futur pensable. Une référence rhétorique utile pour les divers protagonistes cherchant à conquérir l'espace politique.

Si les processus de déconstruction ont fait les beaux jours de certains travaux en sciences humaines, notre propos, dans ce demi-numéro spécial, vise ici plutôt à s'interroger sur le fondement paradigmatique de la construction d'une identité politique, celle de l'Union européenne. Pourquoi proposer une stratégie volontariste afin de mettre en place une identité supranationale ? Comment cette stratégie politique compose-t-elle avec le substrat historique des États-nations en présence ? Quelles sont les finalités de cette entreprise idéologique ? Quels en sont les transferts rhétoriques dans d'autres contextes sociopolitiques ?

Ces questions, fondamentales, nous semble-t-il, trouvent des esquisses de réponses dans les trois contributions proposées. Issus de perspectives multidisciplinaires – celles de la science politique, de l'histoire et de la psychologie sociale –, ces regards croisés sondent les tenants et aboutissants socioculturels de la construction européenne, qu'ils relèvent de l'imaginaire historico-politique, de sa mise en discours ainsi que de la délimitation de ses objectifs et stratégies. Ces tenants et aboutissants renvoient alors à l'élaboration des *références* collectives, références ici entendues telles que des éléments conceptuels soudant et nourrissant l'appartenance des individus à un groupe donné. Dès lors, pour reprendre le mot du sociologue Fernand Dumont, « l'identité devient un horizon² ».

1. Milan KUNDERA, *L'art du roman*, Paris, Gallimard, 1995 [1986], p. 154.

2. Fernand DUMONT, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993, pp. 342-352.

Tout d'abord, Denis Sindic, Emanuele Castano et Steve Reicher s'interrogent, en puisant aux ressources de la psychologie sociale, sur la construction de l'identité européenne et sur ses relations avec les identités nationales. Soulignant l'importance des identités collectives – thème majeur de la psychologie sociale – dans les relations internationales en général et dans le processus d'intégration européenne en particulier, ils se penchent sur les caractères construit et fonctionnel des identités nationales. Puis, ils traitent du statut spécial des identités nationales dans le panorama des identités collectives, évoquant quelques-unes des raisons pour lesquelles celles-ci ont connu et connaissent toujours une force d'attraction majeure dans notre monde contemporain. Enfin, ils proposent quelques pistes de réflexions sur les conséquences de ce parcours pour la construction de l'Europe et d'une identité européenne. En pensant l'Europe, en se l'attribuant pour en faire un élément constitutif de son identité, ne court-on pas un risque de la figer sous une forme réifiée, de dessécher ce projet politique sous le marbre de l'immobilisme ? Ou, en renversant la lunette, le projet politique de l'Europe, dans ses dimensions labiles, ne reflète-t-il pas en partie les jeux de négociation et de médiation inhérents à toute construction narrative d'une identité collective, celle-ci étant également, selon la suggestion du philosophe Paul Ricœur, la promesse d'une condition future³ ? Quoi qu'il en soit, la stratégie présente, comme acte préalable à toute conquête de l'espace politique, relève ici de la désignation des individus, l'établissement de leur positionnement dans le champ, voire leur catégorisation suivant des lignes de fracture nationales ou autres.

Ensuite, Daniel Rochat établit un bilan historiographique critique de l'usage des « racines » antiques de l'Europe. En voulant créer un socle remontant à la Grèce de Périclès ou à la Rome des premiers siècles, certains auteurs procèdent à une relecture des traces littéraires pour les recadrer dans cette nécessaire très longue durée de la civilisation européenne. D'où une analyse critique de l'emploi du concept de « civilisation », surtout lorsqu'il est associé à « européenne ». C'est l'une des facettes de la stratégie déployée : utiliser l'enracinement dans la longue durée et légitimer un projet politique contemporain par son ancienneté. Dans la perspective historique, on a déjà recouru à cette utilisation de l'histoire dans la légitimation des États-nations, particulièrement au XIX^e siècle.

Enfin, Marcel Martel et Martin Pâquet analysent la référence à l'Union européenne dans les microcosmes canadien et québécois. De l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada, conclu en 1989, à la dernière campagne électorale fédérale en novembre 2000, en passant par le référendum sur la souveraineté-partenariat en 1995, il est possible d'observer une sélection de l'information, un choix stratégique d'éléments de références à la construction européenne dans le contexte des rapports Québec-Canada et du régime constitutionnel canadien. Ces choix s'inscriraient dans la lutte pour la conquête

3. Paul RICŒUR, *La critique et la conviction*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, p. 138. Aussi du même auteur, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1996 [1990], pp. 137-198.

de l'espace politique, visant le monopole de la manipulation des biens politiques. Ils obéiraient donc à des stratégies discursives, concurrentes et complémentaires, élaborées par les acteurs politiques canadiens et québécois. Ainsi, l'usage de la référence européenne viserait à accroître la performance de leurs discours argumentatifs, afin de se gagner l'appui de leurs populations à l'une ou l'autre de leurs options. Cet usage dévoilerait des processus en vue d'accroître la capacité de persuasion des discours politiques partisans, ou encore des dynamiques de perfectionnement de ces mêmes discours. En dépit des préoccupations relatives au libéralisme économique qui percent parfois, l'enjeu constitutionnel canadien et québécois occupe surtout le devant de la scène. Ici, on atteint un troisième aspect de la stratégie : l'utilisation rhétorique et comparative. Comble ! L'Europe devient source d'inspiration pour d'autres communautés multiethniques dotées d'une structure supranationale... L'effet de miroir joue indéniablement.

Martin PAQUET et Nathalie TOUSIGNANT*

* Institut d'études européennes de l'Université catholique de Louvain, Belgique.